



Le président de la transition du Gabon, Brice Clotaire Oligui Nguema, a lancé un ultimatum aux directeurs généraux de l'administration publique et parapublique du pays. Lors d'une réunion avec ces responsables, il leur a demandé de remettre l'argent qu'ils ont détourné.

Depuis son arrivée au pouvoir, après avoir renversé Ali Bongo, Brice Clotaire Oligui Nguema s'est engagé dans une vaste réforme visant à lutter contre la corruption et à redresser l'économie du pays. Dans cette optique, il a convoqué les directeurs généraux pour discuter de la situation et leur demander des comptes.

Lors de cette réunion, le président de la transition a été très clair : il a demandé aux directeurs généraux de venir remettre l'argent qu'ils ont volé. Il a également précisé qu'il connaissait déjà l'identité des personnes concernées. Il leur a donné un délai de 48 heures pour se présenter auprès des services compétents (B2, DGR ou DGSS) et restituer les fonds détournés.

Brice Clotaire Oligui Nguema a également prévenu que si les directeurs généraux ne se présentaient pas d'eux-mêmes dans le délai imparti, des mesures coercitives seraient prises. Il a affirmé que les autorités iraient les chercher et qu'ils comprendraient alors la différence.

Cette initiative du président de la transition du Gabon s'inscrit dans sa volonté de lutter contre la

corruption et de rétablir la confiance des citoyens envers les institutions publiques. Elle témoigne de sa détermination à mettre fin aux pratiques illégales et à récupérer les fonds détournés au détriment du développement du pays.

Il reste à voir si les directeurs généraux répondront à cet ultimatum et si des mesures concrètes seront prises pour récupérer l'argent volé. En tout cas, cette démarche marque un tournant dans la lutte contre la corruption au Gabon et envoie un message fort aux responsables corrompus.